

## QUESTIONS D'ASSURANCE

# COMPÉTITIVITÉ

*La réussite des entreprises européennes exige une réglementation adaptée et efficace. En ces temps d'incertitudes et face à un contexte économique difficile, ces entreprises requièrent un environnement réglementaire approprié permettant de maintenir leur compétitivité sur la scène internationale tout en contribuant aux objectifs de l'UE en matière de croissance durable, innovante et inclusive.*

**Le secteur européen de l'assurance et de la réassurance est aussi une réussite mondiale. Fort d'une présence de premier plan sur la scène internationale, il contribue à la compétitivité, au leadership et à l'autonomie financière de l'Europe.** Avec environ 9,5 milliards d'euros d'actifs sous gestion et un modèle d'entreprise offrant une perspective à long terme, le secteur est également l'un des plus grands investisseurs institutionnels et apporte une contribution majeure à l'économie européenne, à sa transition écologique et à son autonomie financière. Le secteur assurantiel est également un employeur de taille, comptant plus de 920 000 collaborateurs au sein de l'UE.

### Avec l'assurance...



#### **Une garantie de protection et un renforcement de la confiance des consommateurs**

Le secteur de l'assurance soutient les sociétés et les économies tant *via* les milliards d'euros qu'il verse chaque jour en indemnités aux particuliers et aux entreprises que par ses investissements de long terme.



#### **Un soutien à la croissance, à la concurrence et à l'innovation transfrontalières**

L'assurance touche à tous les aspects de la vie des particuliers, de la conduite automobile à la protection contre les catastrophes. Il s'agit d'un secteur spécialisé des services financiers dont l'activité est très différente des banques et autres prestataires de services financiers.



#### **Une contribution au leadership mondial de l'UE**

Grâce à son importance commerciale au niveau international, le secteur de l'assurance contribue au leadership et à la compétitivité de l'Europe. Par le biais de négociations et d'accords commerciaux, l'UE dispose d'un potentiel considérable pour renforcer le leadership mondial de ses entreprises.

### Sans l'assurance...

#### **Une vulnérabilité accrue**

Les particuliers supporteraient la charge financière de pertes imprévues ou devraient compter sur l'intervention des États. Sans assurance pour aider à absorber et répartir les risques, des événements même mineurs pourraient entraîner des conséquences financières catastrophiques.

#### **Une croissance et une capacité d'innovation limitées**

L'absence d'assurance pourrait entraver la croissance économique en décourageant l'entrepreneuriat, l'investissement et l'innovation. Sans la protection financière offerte par l'assurance, les entreprises pourraient être réticentes à se lancer dans de nouveaux projets ou à développer leurs activités.

#### **Une perte de terrain sur la scène internationale**

Pour conserver son avantage concurrentiel, l'UE a besoin de champions ainsi que de secteurs forts et résilients, tels que l'assurance. Cependant, l'industrie de la (ré)assurance est de plus en plus confrontée à des obstacles en matière d'accès au marché. Ainsi, cinquante-quatre États ont mis en œuvre, sont en train de mettre en œuvre ou envisagent de mettre en œuvre des [barrières à la réassurance mondiale](#).

# EN QUOI LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'UE PEUT-IL AVOIR UN IMPACT NÉGATIF SUR LA COMPÉTITIVITÉ DES ASSUREURS EUROPÉENS ?

Ces dernières années, le secteur de l'assurance et de la réassurance a fait l'objet d'un accroissement considérable des exigences en matière de réglementation et d'information.

En 2012, les assureurs ont été concernés par douze textes. Désormais, environ soixante-dix textes sont ou seront applicables dans les prochaines années. La complexité et le niveau de détail ont également évolué de manière drastique. Qu'il s'agisse de rapports sur le développement durable, de questions numériques, d'exigences de solvabilité mais aussi de conduite des affaires courantes, la réglementation européenne tend à être plus contraignante et onéreuse que celle qui s'applique à ses concurrents internationaux, se traduisant par des obligations de mise en conformité tout aussi lourdes et coûteuses. Cela a un impact négatif sur les consommateurs, par exemple *via* une augmentation des coûts ou une réduction de l'innovation, plaçant ainsi le secteur de l'assurance européenne dans une position concurrentielle désavantageuse.

En 2023, la Commission européenne s'est engagée à rationaliser et à simplifier les obligations de *reporting* des entreprises et des administrations ainsi qu'à réduire ces charges de 25 %. Le secteur a salué l'engagement de la Commission de s'attaquer au fardeau que représente le *reporting*, constituant une partie substantielle de la charge réglementaire qui pèse sur les assureurs. Pour que cela se traduise par des avantages significatifs, un engagement sérieux en faveur de changements réels s'impose.

En outre, l'UE doit adopter une approche différente en la matière et n'introduire que de nouvelles réglementations ou des changements réellement justifiés. La réglementation et la supervision applicables aux assureurs doivent être distinctes de celles qui s'appliquent aux banques et autres institutions financières tout en tenant compte des spécificités du secteur. Cela permettra au régime réglementaire de l'assurance de se concentrer sur les bons risques et, par conséquent, que les consommateurs, et la société dans son ensemble, puissent continuer à bénéficier des services d'un secteur résilient, efficace, innovant et fiable. Aussi, puisque l'assurance est soumise à une multitude de réglementations sectorielles, celles-ci ne doivent pas être élaborées de manière cloisonnée, sans tenir compte des lois existantes dans tous les domaines concernés.

## LES ASSUREURS PEUVENT ALLER ENCORE PLUS LOIN...

### Comment les décideurs politiques peuvent-ils contribuer ?

#### Rationaliser et réduire concrètement la charge réglementaire qui pèse sur le secteur de l'assurance

- Insurance Europe reconnaît qu'il est nécessaire de s'attaquer à ce qui est devenu une charge excessive en matière de *reporting*. Elle salue l'engagement pris par la Commission européenne de rationaliser et de simplifier les exigences en matière d'information pour les entreprises et les administrations, et de réduire ces charges de 25 %. Cet engagement doit être ferme et assorti de changements réels pour y parvenir. Insurance Europe a proposé une série de domaines spécifiques dans lesquels des réductions peuvent être mises en œuvre.

#### Introduire des principes pour garantir l'efficacité et la proportionnalité de toute nouvelle réglementation

Il est essentiel de simplifier et de réduire la charge de déclaration existante, mais aussi d'éviter, dans la mesure du possible, de nouvelles déclarations. À cette fin, les principes suivants devraient être intégrés dans les initiatives réglementaires :

- **Réduire au minimum les nouvelles exigences** – le rapport entre les bénéfices et les coûts doit être élevé ;
- **Adopter une approche progressive** afin que la réglementation soit plus simple à élaborer et à approuver, moins coûteuse à mettre en œuvre et que de meilleures décisions puissent être prises quant à la manière de procéder ou à l'opportunité de le faire ;
- **N'élaborer qu'un seul rapport** – et éviter chevauchements et doublons ;
- **Impliquer des experts** des secteurs concernés dans l'élaboration de la réglementation ;
- **Toujours intégrer la proportionnalité ;**
- **Veiller à ce que le délai de mise en œuvre soit suffisant ;**
- **Réaliser des tests approfondis auprès des consommateurs** afin de s'assurer de l'utilité réelle des exigences et de leur bon fonctionnement ;
- **Éviter l'excès de prescription et permettre de la flexibilité** – suivre les préoccupations plutôt que d'essayer de couvrir toutes les possibilités par une réglementation longue et détaillée. Des détails complémentaires peuvent être ajoutés par la suite si le besoin est avéré ;
- **Lorsque des détails sont nécessaires, cela doit être correctement effectué** – lorsque les personnes concernées le demandent, il faut leur fournir rapidement des « questions-réponses » de qualité et, en cas d'erreurs dans la mise en œuvre de la réglementation, la mise en place d'un processus de correction approprié et rapide dans les normes techniques de mise en œuvre (ITS pour *Implementing technical standards*) doit être garantie ;
- **Chercher à éviter les charges** créées par les autorités de surveillance européennes.

#### Veiller à ce que toutes les réglementations en matière d'assurance soient adaptées aux spécificités du secteur

- Un « centre d'expertise en assurance » devrait être créé au sein de la Commission européenne. Servant de centre de connaissances en matière d'assurance au sein des Directions Générales, il veillerait à ce que tous les risques liés à une nouvelle initiative soient dûment pris en compte, que les questions en jeu fassent l'objet d'une réflexion globale et que les nouveaux efforts (non) législatifs atteignent les objectifs visés.

#### Veiller à ce que les normes mondiales renforcent la compétitivité de l'UE

- Les normes mondiales peuvent entraîner des répercussions importantes sur l'Europe. Par conséquent, la réglementation internationale et l'établissement de normes devraient être traités comme un instrument politique permettant de garantir des conditions de concurrence équitables au niveau mondial. À cet égard, il est essentiel qu'il y ait 1) un alignement entre les initiatives, si nécessaire, et 2) une mise en œuvre cohérente entre les différentes juridictions.

#### Supprimer les obstacles à l'accès au marché et au commerce

- Les décideurs politiques de l'UE doivent cibler les cas de protectionnisme et les barrières commerciales discriminatoires. Ils doivent donner la priorité à des négociations commerciales ambitieuses propices à davantage d'opportunités mondiales pour les entreprises européennes.